

Marsa Maroc – Modernisation des ports

Lieu :
Maroc

Identifiant du Projet :
55313

Secteur d'activité :
Transports

Public/Privé :
Public

Catégorie environnementale :
B

Date de décision sur l'approbation :
20 novembre 2024

Statut :
Signé

Date de publication du document de synthèse du Projet (DSP) en langue anglaise :
13 décembre 2024

Comme le permet le paragraphe 2.6 du chapitre III de la Politique d'accès à l'information, la divulgation du présent DSP a été reportée en conformité avec le paragraphe 1.4.4 de la Directive sur l'accès à l'information.

Description du Projet

Octroi d'un prêt de premier rang d'un montant maximal de 690 millions de dirhams marocains (environ 63 millions d'euros) à la Société d'Exploitation des Ports S.A. (la « SODEP »), exerçant ses activités sous le nom commercial de Marsa Maroc S.A. (la « Société »), afin de financer des travaux d'infrastructure destinés à augmenter la capacité de manutention des terminaux polyvalents de Casablanca et de Jorf Lasfar, ainsi que l'acquisition de grues, notamment de grues à portique sur rail hybrides et électriques. Ce financement permettra l'expansion et l'optimisation opérationnelle de ces terminaux.

Le Projet bénéficie d'une couverture du risque de première perte assurée par le Fonds européen pour le développement durable Plus (FEDD+) dans le cadre du Programme de garantie pour la résilience des municipalités, des infrastructures et de l'industrie. Ce programme contribue aux économies en transition dans les pays du voisinage méridional et oriental de l'UE, en soutenant les investissements durables dans les infrastructures des villes vertes, l'écologisation des chaînes logistiques, l'efficacité

énergétique et les transferts de technologies vertes dans les processus industriels, les opérations commerciales et les bâtiments.

Objectifs du Projet

Cette opération permettra à la Société d'augmenter la capacité opérationnelle de ses terminaux polyvalents des ports de Casablanca et de Jorf Lasfar. Le prêt de la BERD sera complété par une mission de coopération technique (CT) financée par une subvention et destinée à accompagner la transformation numérique en cours chez Marsa Maroc.

Impact sur la transition

Score de l'impact attendu sur la transition (IAT) : 70

Ce Projet devrait favoriser une transition plus compétitive et plus verte. Il promeut la qualité « compétitive » en soutenant la transformation numérique des activités de Marsa Maroc, elle-même destinée à améliorer l'efficacité opérationnelle de la Société. Il promeut la qualité « verte » dans la mesure où il permet : i) l'acquisition et l'exploitation de grues à portique sur rail électriques plus efficaces et l'augmentation de la capacité, ce qui devrait se traduire par une plus grande efficacité énergétique, grâce à la réduction des émissions de gaz à effet de serre par unité de fret manutentionnée, et ii) la réalisation de travaux de génie civil dans le terminal polyvalent de Jorf Lasfar, avec mise en œuvre de mesures de résilience climatique dans la conception des quais, afin de réduire la sensibilité à l'élévation du niveau de la mer.

Ce Projet comporte une dimension d'additionnalité en matière de genre grâce à l'intégration de dispositions dans la CT relative à la numérisation destinées à prendre en compte les spécificités liées au genre dans le programme de renforcement des compétences numériques proposé aux salariés.

Client

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES PORTS – MARSAMAROC SA

Marsa Maroc est une société anonyme de droit marocain cotée à la Bourse de Casablanca.

Financement de la BERD

690 000 000,00 dirhams marocains

Prêt de premier rang d'un montant maximal de 690 millions de dirhams marocains octroyé à Marsa Maroc

Coût total du Projet

779 000 000,00 dirhams marocains

Additionnalité

L'additionnalité de la Banque se situe au niveau de l'atténuation du risque climatique, dans la mesure où la transaction proposée permet à la Société de prendre des mesures en faveur du climat et d'avancer sur la voie de la transition vers une économie à faible émission de carbone, grâce à l'impact positif sur l'environnement de l'amélioration de l'efficacité énergétique, qui se traduit par une réduction des émissions de gaz à effet de serre par unité de fret manutentionnée, et de l'amélioration de la résilience face au changement climatique. L'additionnalité de la Banque découle également d'un renforcement des capacités, le Projet comportant une mission complète de CT destinée à accompagner la transformation numérique de la Société. Celle-ci comprendra des mesures de transfert de connaissances, dans le cadre, notamment, de formations dédiées assurant la pérennité du soutien.

Synthèse environnementale et sociale

Catégorie B (PES 2019). Les impacts déterminants associés à une augmentation moyenne des capacités et à un élargissement des quais au sein des ports opérationnels marocains de Casablanca et de Jorf Lasfar sont spécifiques à chaque site et peuvent être facilement traités via des mesures d'atténuation et un plan d'action ciblé. Des vérifications environnementales et sociales (E&S) indépendantes ont été entreprises au titre de la diligence raisonnable. L'exercice a porté sur une visite des sites ainsi que sur un examen des capacités E&S et du système de gestion E&S de la Société. Les résultats de ces vérifications indiquent que les mesures d'atténuation permettront d'alimenter l'évaluation des impacts environnementaux (EIE) requise par les autorités concernant le sous-projet du port de Casablanca, qui sera préparée et approuvée avant le début du chantier concerné. Ces résultats montrent que la Société a la capacité de mener à bien le Projet conformément aux Exigences de performance (EP) de la BERD. Marsa Maroc dispose de procédures E&S complètes, et notamment de systèmes de gestion de l'environnement, de la santé, de la sécurité et de la qualité certifiés ISO. La Société applique une politique et des procédures satisfaisantes en matière de travail, avec notamment un mécanisme de règlement des griefs accessible aux travailleurs et un code de conduite pour les fournisseurs. Ces systèmes seront appliqués le cas échéant au Projet et des plans de gestion de la phase de construction seront élaborés par l'entrepreneur et appliqués en aval aux sous-traitants dans la mesure du nécessaire.

La Société sera tenue d'élaborer un cadre de suivi des performances de l'entrepreneur, prévoyant notamment les formations utiles, afin d'assurer l'application en aval des procédures à l'ensemble des travailleurs et le respect de l'EP 2 et de l'EP 4.

Globalement, le Projet n'emploiera qu'un nombre limité de travailleurs et aucun hébergement temporaire ne sera nécessaire. Le Projet implique des activités de dragage dans les deux ports. Si elle n'est pas exigée par la législation nationale, une analyse environnementale destinée à détecter une éventuelle pollution des sédiments est prévue par le Plan d'action environnemental et social (PAES). Un Plan de gestion des déchets adapté sera élaboré pour assurer l'élimination en mer ou la réutilisation des matériaux en toute sécurité. Un programme de suivi environnemental à l'aune des normes internationales sera mis en œuvre pour vérifier la qualité de l'eau de mer

pendant le chantier aux abords de la zone du Projet. Il sera étendu et adapté aux activités générales des deux terminaux, le cas échéant, pendant la phase d'exploitation. La Société élaborera des plans de gestion de la circulation dans les deux terminaux, afin de faire face aux risques en matière de santé et de sécurité liés à l'accroissement des capacités. Des procédures de santé et de sécurité au travail devront également être mises en place concernant les nouvelles grues et les véhicules déployés sur site. Des plans visant à assurer la continuité seront prévus pour atténuer les éventuelles perturbations des opérations pendant les travaux de construction. Des mesures de sécurité seront notamment prises en faveur des travailleurs et des pêcheurs aux abords de la zone concernée par chacun des sous-projets. Les vérifications environnementales et sociales réalisées au titre de la diligence raisonnable ont confirmé que les activités de pêche ne seront pas affectées par le Projet. Les deux sous-projets concernent des friches industrielles et sont situés dans des terminaux portuaires existants, dans les eaux littorales modifiées. Les risques potentiels pour la biodiversité sont liés aux impacts à court terme de la présence de solides en suspension pendant les travaux de dragage. L'analyse de l'échantillonnage des matériaux de dragage prévue dans le cadre du PAES permettra de vérifier l'absence de risques pour les écosystèmes marins en cas d'élimination en mer. Un suivi de la faune benthique sera mis en place à titre de précaution, puis étendu à la phase opérationnelle.

La Société publie déjà un rapport E&S annuel complet. Les données de suivi relatives au Projet y seront intégrées le cas échéant. Un PAES a été élaboré. Il fera partie des documents liés au financement. La Banque suivra de près la mise en œuvre du Projet via les rapports E&S et des visites de suivi, si nécessaire.

Coopération technique et financement sous forme de subvention

Mise en œuvre de solutions numériques au terminal polyvalent du port de Casablanca, afin de faciliter les initiatives de Marsa Maroc en la matière, en mettant l'accent sur la transformation numérique de ce terminal, dans un souci d'efficacité opérationnelle et de satisfaction renforcée de la clientèle. La mission de CT comportera des activités dédiées permettant l'amélioration des compétences numériques des employés, et notamment des femmes. Elle comprendra une conception et une prestation de formations tenant compte de la dimension du genre et favorisera l'accès des femmes aux compétences numériques, contribuant ainsi l'évolution de leur carrière. Estimé à 750 000 euros, le coût sera pris en charge par un financement au titre de l'Assistance technique du FEDD.

Contact au sein de l'entreprise

Driss AGOUJJIM

AGOUJJIM@marsamaroc.co.ma

+212 522 23 23 24

<https://www.marsamaroc.co.ma/>

Angle Boulevard Route d'El Jadida et rue des Papillons, Casablanca, Maroc

Dernière mise à jour du DSP en langue anglaise

13 décembre 2024

Comprendre la Transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD quant à la mesure de l'impact sur la transition, [cliquer ici](#).

Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : projectenquiries@ebrd.com

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : procurement@ebrd.com

Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la [PES](#).

Intégrité et conformité

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique compliance@ebrd.com. Tout signalement, même anonyme, fera l'objet d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Consulter la page concernant la [Politique d'accès à l'information](#) sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec

la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP) de la BERD.

Le MIRP examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice. L'objectif du Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa [Politique environnementale et sociale](#) et les dispositions spécifiques aux Projets de sa [Politique d'accès à l'information](#) ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter la page Internet du [Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets](#) pour en apprendre plus sur le MIRP et son mandat, pour connaître les modalités de [dépôt d'un Recours](#), ou pour contacter le MIRP par courriel à l'adresse ipam@ebrd.com afin d'obtenir des conseils ou des précisions sur le MIRP et le dépôt d'un recours.